



La Commune



Plus que jamais, le retrait. Plus que jamais, la rupture !

Déclaration : La Commune - GSI

Le mouvement général pour le retrait de la loi El Khomri a mis à nu les véritables rapports politiques. La France est entrée dans une situation de transition, c'est-à-dire – pour appeler un chat un chat – une situation à proprement parler prérévolutionnaire. L'artificielle et très relative paix sociale n'est plus. Les milieux patronaux les mieux avisés, ceux qui ne peuvent vivre de l'air du temps et du brouillage médiatique, parlent eux-mêmes d'une situation « cataclysmique ».

Le rejet de cette « réforme du marché du travail » recouvre la rupture avec le gouvernement de la loi El Khomri, avec la république du 49-3 et avec l'Union européenne qui exige cette « réforme » dans tous les pays pris dans ses filets. Il s'agit d'un véritable front du refus.

Le rejet de cette « réforme » en France n'est pas étranger au résultat final du Brexit au Royaume-Uni. Et c'est au compte de tous les travailleurs et peuples d'Europe que les travailleurs anglais ont porté un coup à l'Union « européenne » des capitalistes et des banquiers.

Une réforme vitale pour les capitalistes, mortelle pour le droit du travail

La « réforme du code du travail » est vitale, du point de vue des intérêts des capitalistes et des banquiers, du point de vue de la préservation des « taux de marge », c'est-à-dire des taux de profit. Par une illusion d'optique, nous pourrions croire que les millions de salariés et de jeunes qui se sont mobilisés contre cette « réforme » se plaçaient sur la « défensive ». En réalité, la manifestation du 9 mars 2016 a marqué le début d'une véritable contre-offensive des travailleurs et de la jeunesse.

En effet, **la simple défense du code du travail est incompatible avec la défense du capitalisme**, c'est-à-dire du maintien des taux de profit. Ce dernier exige la « baisse des coûts du travail », laquelle exige la flexibilité la plus totale de la main-d'œuvre, avec le concours des syndicats, entreprise par entreprise.

L'acharnement du gouvernement à faire passer cette réforme montre à quel point l'enjeu est vital. Sans doute ne s'attendait-il pas à la levée en masse, surestimant la capacité des bureaucraties syndicales à prévenir et réduire la colère et la révolte des salariés et de la population. Et, peut-être, lisait-il la presse du NPA qui depuis cinq ans martèle que le « rapport de forces est défavorable aux salariés » qui se « dépolitisent » et se « résignent »... Voire !

Des directions syndicales mises devant le fait accompli

Tout doit être dit, au grand jour et sans détour : les directions confédérales CGT et FO, flanquées de Solidaires, FSU et Unef, entendaient accompagner cette réforme moyennant quelques journées d'action dites « multiformes » de protestation platonique et quelques suppliques aux députés. La pétition des un million pour le retrait et la montée au créneau des bases syndicales CGT contre l'accord avec la CFDT du 23 février les ont mis devant le fait accompli. Le succès de la manifestation du 9 mars dont ils n'étaient pas les initiateurs les a contraints à épouser la cause du mouvement pour mieux tenter de l'étouffer.

Un dispositif bureaucratique pour empêcher la grève générale

Il est visible à l'œil nu que ces bureaucraties syndicales ont mis en place un dispositif de journées saute-mouton, de grèves tournantes jusqu'à épuisement pour empêcher la grève générale. Prenant soin d'espacer le plus possible ces « temps forts », les dirigeants confédéraux (et ceux de la fédération CGT Cheminots) ont joué la montre, laissant le temps au gouvernement de mettre en œuvre la longue procédure d'adoption de cette loi rejetée par tous.

Un simple appel de l'intersyndicale à la grève générale aurait affolé ce gouvernement isolé et détesté, privé de majorité parlementaire et de cohésion interne. À l'évidence, elle aurait encouragé de nombreux secteurs importants de la vie économique à la grève jusqu'à satisfaction.

La principale leçon du moment

La principale leçon du moment est celle-ci : qui craint de rompre avec le gouvernement, de rompre avec le régime et de rompre avec l'UE ne peut défendre le code du travail face à tous les rapaces qui veulent liquider le droit du travail. C'est cette crainte qui a conduit Martinez-Mailly à vouloir discuter de l'indiscutable avec le gouvernement et Martinez à déposer des « propositions » en vue d'une illusoire et pathétique « réforme de la réforme ». Cette chimère a conduit les dirigeants de la CGT Cheminots à valider, de fait, un accord d'entreprise interne à la SNCF qui brise la hiérarchie des normes au sein même de la SNCF, un accord « local » dans un service ou un établissement SNCF pouvant être moins favorable que l'accord d'entreprise national. Sur le calque de la loi El Khomri !

Quant aux organisations qui se veulent « très à gauche », « toujours plus à gauche », « gauche radicale » et, au besoin, « anticapitalistes », elles se sont couvertes de cendres : agitant le hochet de la « convergence des luttes », scandant à en pleurer « Partage des richesses » et autres cantiques, elles ont couvert le dispositif d'évitement de la grève générale. Certes, elles ont scandé « Grève générale » dans les défilés mais parler de grève générale sans exiger de l'intersyndicale d'y appeler relève au mieux de l'incantation. La Commune et le Groupe Socialiste Internationaliste-Quatrième Internationale auront donc été les seuls courants à dire haut et clair, en temps utile : « Mailly, Martinez et l'intersyndicale, appelez à la grève générale jusqu'au retrait ! À l'attaque générale, grève générale ! »

Comme tout ce petit monde se veut très radical-anticapitaliste, on va trouver des slogans farouches : « Dehors, le gouvernement ! » qui, repris par d'autres, devient « Valls, démission ! » et qui couvre en réalité les suppliques de l'intersyndicale qui s'en remet à Hollande... quand ce dernier clame « Nous irons jusqu'au bout », Valls n'étant qu'un fusible prêt à sauter.

Mais le mouvement des appareils bureaucratiques a ses limites. Le gouvernement, en effet, avec les médias subventionnés par l'État et financés par les groupes financiers dominants, enrage contre Martinez et la CGT. Martinez (que les journalistes aux ordres soumettent à de véritables interrogatoires inquisiteurs) est accusé de... ne pas tenir ses troupes et de céder aux sirènes de « l'extrême gauche de la CGT ». Voilà pourquoi Valls et les médias sont « remontés » contre Martinez !

L'onde de choc du 14 juin

Les manifestations monstres du 14 juin ont glacé d'effroi le gouvernement et la droite. Ce n'est pas tant le nombre que la détermination et l'unité réalisée autour d'un seul principe : ni amendable, ni négociable, retrait de la loi El Khomri ! C'est cette onde de choc qui a interdit un « compromis » entre la direction confédérale CGT et la ministre du Travail sur la base de sa loi, le gouvernement considérant qu'un « général » syndical qui ne « tient pas ses troupes » ne saurait être fiable. La « suspension du débat parlementaire » et le retrait provisoire de la loi sont plaidés aujourd'hui par Le Roux (chef des députés PS).

Dans le même temps, la CGC et l'Unsa ont dû se démarquer du « compromis » passé entre ces organisations syndicales dites « réformistes » et le gouvernement et ont dû nettement prendre position contre toute inversion de la hiérarchie des normes. Au sein de la CFDT, de nombreuses structures syndicales désavouent leur chef Berger, co-auteur de la « réforme ».

Face aux velléités d'interdire la manifestation du 23 juin, Mailly et Martinez ont tenu une conférence de presse commune. C'est une « première » dans l'histoire des rapports entre CGT et FO. Mais cet épisode est lui-même « plombé ». Certes, Valls a été désavoué et cela n'est pas anodin mais Mailly et Martinez ont accepté des conditions de manifestation totalement scandaleuses : filtrage et fouille des manifestants et des quidams, parcours circulaire avec dispersion immédiate, policiers « encadrant » le cortège au plus près des manifestants. Une conférence de presse commune que des responsables syndicaux indépendants et attachés à la défense des intérêts matériels et moraux des salariés auraient utilisée pour dire haut et clair : « La loi El Khomri doit être retirée. Code du travail : pas touche ! », au nom des millions de travailleurs, de

jeunes qui se sont mobilisés et des dizaines de milliers de grévistes. Au lieu de quoi, les mêmes supplient Hollande de les « écouter » et de trouver un moyen d'adoucir la loi, autant dire la quadrature du cercle.

Oser la fermeté, ne pas craindre la rupture

C'est cette attitude bureaucratique et veule qui nuit au syndicalisme fédéré et confédéré CGT et FO, rompant le pacte d'unité réalisée dans l'action pour le retrait, rien que le retrait, tout le retrait. Face à un gouvernement chancelant et à ce point rejeté, la simple fermeté a une force démultipliée. À condition d'oser la fermeté et de ne pas craindre la rupture, au lieu de se coucher comme les chefs de la CGT Cheminots en prétendant que l'opposition à un accord scélérat relèverait, selon eux, de « la politique de la terre brûlée ». Que de grandiloquence pour rendre noble la honteuse validation d'un accord qui remet en cause le statut des cheminots et son unicité !

Renouer avec le syndicalisme de classe et de masse

Il est donc grand temps de renouer avec le syndicalisme de classe et de masse, de lutte de classe. Un syndicalisme où, lorsque l'on dit « on ne lâche rien », on ne lâche rien ; un syndicalisme où, lorsque l'on dit « la régression sociale ne se négocie pas », on ne la négocie pas. C'est ce syndicalisme que nous voulons et non ce syndicalisme avarié qui geint « *Retenez-moi ou je fais un malheur !* ».

Une chose est claire : la situation telle que nous la décrivons met à l'ordre du jour un regroupement politique d'unité des travailleurs et de la jeunesse pour la triple rupture : rupture avec le gouvernement, rupture avec la V^e République, rupture avec l'Union européenne, ses traités, ses institutions, ses directives, en défense des conquêtes sociales décisives et des revendications vitales des travailleurs, des jeunes et de la population en difficulté.

C'est le sens des efforts unitaires de La Commune et du Groupe Socialiste Internationaliste-Quatrième Internationale.

30-06-2016

La Commune

Pour un Parti des Travailleurs

<http://www.lacommune.org>



<http://www.gsiqi.org>

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... »

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! »



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale »

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

